
DEMANDE D'OFFRE À COMMANDE PRINCIPALE ET NATIONALE**GOUVERNEMENT DU CANADA
SERVICES DE RECHERCHE DE LOCATION D'HÉBERGEMENT DE LONGUE DURÉE****TABLE DES MATIÈRES****PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

- 1.1 Introduction
- 1.2 Sommaire des besoins
- 1.3 Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUSMISSIONNAIRES

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentations des soumissions
- 2.3 Renseignements – Demande d'offre à commandes
- 2.4 Lois applicables

PARTIE 3 – INSTRUCTION POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

- 3.1 Instruction pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION, MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1 Procédures d'évaluation
- 4.2 Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATION

- 5.1 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**A. OFFRE À COMMANDES**

- 6.1 Offre
- 6.2 Exigences relatives à la sécurité
- 6.3 Clauses et conditions uniformisées
- 6.4 Durée de l'offre à commandes
- 6.5 Responsables
- 6.6 Utilisateurs identifiés
- 6.7 Procédures pour les commandes subséquentes
- 6.8 Limite des commandes subséquentes
- 6.9 Ordre de priorité des documents
- 6.10 Attestations
- 6.11 Lois applicables

Solicitation No. - N° de l'invitation

E60LP-140006/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

lp003

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

E60LP-140006

lp003E60LP-140006

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 6.1 Énoncé des besoins
- 6.2 Clauses et conditions uniformisées
- 6.3 Terme du contrat
- 6.4 Paiement
- 6.5 Assurance

Annexe A - ÉNONCÉ DU BESOIN

Annexe B - FORMULAIRE DE SOUMISSION

Annexe C - BASE DE PAIEMENT

Annexe D - UTILISATEURS IDENTIFIÉS

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient six parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations: comprend les attestations à fournir; |
| Partie 6 | 6A, Offre à commandes, et 6B, Clauses du contrat subséquent :

6A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

6B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes.

1.2 Sommaire

La directive sur les voyages du Conseil du trésor comprend des dispositions pour de l'hébergement à long terme. Pour les déplacements de plus de trente (30) jours consécutifs au même endroit, il convient d'encourager l'utilisation de résidences d'affaires, d'appartements, de logements particuliers non commerciaux et de locaux d'hébergement du gouvernement ou d'une institution.

Le Canada prévoit un besoin pour des services de prestation de services de recherche de location d'hébergement pour trouver et réserver de l'hébergement meublé de style corporatif ou hôtel-appartement situés au Canada pour différents utilisateurs ci-après nommés "Utilisateurs identifiés "

- Annexe D. Par la présente, le Canada invite l'offrant à lui présenter une Offre à commandes pour des services de prestation de services de recherche de location d'hébergement tel que défini à l'annexe A - Énoncé du besoin.

" Utilisateur identifié " ou " Utilisateurs identifiés " comprend un ministère, commission ou agence du Gouvernement du Canada ou une société d'État pour laquelle TPSGC est autorisé à fournir des services en vertu de la Loi sur le ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux, et qui est inscrit à l'annexe D - Utilisateurs identifiés; ci-joint à la présente, durant la période de toute Offre à commandes subséquente. Ces utilisateurs identifiés incluent les organisations listées dans l'annexe I, I.1, II et certaines dans l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R.C. 1985, c.F-11. Dans un

contexte qui justifie une telle interprétation, la définition du terme peut aussi inclure un employé d'un Utilisateur identifié.

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du 2015-01-01 au 2015-12-31.

Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour deux (2) période supplémentaires d'un (1) an, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

Conformément à l'article 01 des instructions uniformisées 2006 et 2007 des dispositions relatives à l'intégrité, les offrants doivent fournir une liste de tous les propriétaires et(ou) administrateurs et toute autre documentation connexe, au besoin. Consulter la section 4.21 du Guide des approvisionnements pour en savoir plus sur les dispositions relatives à l'intégrité.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

Pour ce besoin, une préférence est accordée aux produits et(ou) aux services canadiens.

1.3 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisee-s-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document 2006 2014-09-25 Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

2.3 Demandes de renseignements - demande d'offres commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins trois (3) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.4 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur au Québec et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (1 copie papier). Annexe A.

Section II : offre financière (1 copie papier) Annexe C.

Section III: attestations (1 copie papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe C, Base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

3.1.1 Paiement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- a) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA _____

Master Card _____

- b) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes

incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.

L'équipe d'évaluation devra d'abord déterminer si deux offres ou plus sont accompagnées d'une attestation valide de contenu canadien. Si c'est le cas, seulement les offres accompagnées d'une attestation valide seront évaluées selon le processus d'évaluation, sinon toutes les offres reçues seront évaluées. Si des offres accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, et qu'il reste moins de deux offres recevables accompagnées d'une attestation valide, l'équipe poursuivra l'évaluation des offres accompagnées d'une attestation valide. Si toutes les offres accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, alors toutes les autres offres reçues seront évaluées.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Les offrants doivent se conformer à tous les critères obligatoires décrits ci-dessous. Pour être évaluée, une offre doit répondre à toutes les exigences obligatoires de cette demande de proposition. Les offrants qui soumettent des propositions qui sont déclarées non recevables ne recevront aucune autre considération.

Les Services de recherche de location d'hébergement de longue durée doit obligatoirement inclure tous les services requis à l'Annexe A – Énoncé du besoin.

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 L'offrant ayant offert le prix le plus bas, et qui répond à tous les critères obligatoires et aux modalités et conditions de cette DOC sera recommandé pour l'attribution d'une offre à commandes.

La liste des services supplémentaires qui peuvent être fournis sans frais additionnels à l'annexe C – Base de paiement. Ceci ne fait pas partie du processus d'évaluation et est requis pour fins d'information seulement. Le Canada se réserve le droit de publier cette liste dans sa totalité ou partiellement.

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Clause du *Guide des CCUA M069T 2007-05-25* Méthode de Sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut à remplir l'une de ses obligations prévues dans le cadre de tous contrats subséquents, s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fautive, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre peut être déclarée non recevable.

ou pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes ou constituer un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande du responsable de l'offre à commandes et de fournir les attestations dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – renseignements connexes

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité – offre, des instructions uniformisées 2006. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

5.1.2 Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes

5.1.2.1 Attestation du contenu canadien

5.1.2.1.1 Clause du *Guide des CCUA* A3050T 2010-01-11 Définition du contenu canadien

Cet achat est conditionnellement limité aux produits canadiens.

Sous réserve des procédures d'évaluation contenues dans la demande d'offres à commandes, les offrants reconnaissent que seulement les offres accompagnées d'une attestation à l'effet que le ou les produits offerts sont des produits canadiens, tel qu'il est défini dans la clause A3050T, peuvent être considérées.

Le défaut de fournir cette attestation remplie avec l'offre aura pour conséquence que le ou les produits offerts seront traités comme des produits non-canadiens.

L'offrant atteste que :

() le ou les produits offerts sont des produits canadiens tel qu'il est défini au paragraphe 1 de la clause A3050T.

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

6.1 Offre

6.1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe A.

6.2 Exigences relatives à la sécurité

6.2.1 L'offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

2005 2014-09-25, Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

6.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites ci-dessous. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

- Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;
- Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;
- Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;
- Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les quinze (15) jours civils suivant la fin de la période de référence.

Les rapports doivent inclure, au minimum, les renseignements suivants détaillant l'utilisation:

1) le nombre de commandes subséquentes par mois

2) les revenus totaux générés par les commandes subséquentes par mois

Tous les champs de données du rapport doivent être remplis tel que demandé. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant la période visée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention " NÉANT ".

Le fait de ne pas fournir les rapports remplis au complet selon les directives mentionnées ci-dessus peut entraîner la mise de côté de l'offre à commandes et l'application d'une mesure corrective du rendement du fournisseur.

Solicitation No. - N° de l'invitation

E60LP-140006/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

lp003

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

E60LP-140006

lp003E60LP-140006

6.4 Durée de l'offre à commandes

6.4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du 2015-01-01 au 2015-12-31.

6.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour deux (2) période supplémentaires d'un (1) an, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes trente (30) jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

6.5 Responsables

6.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Jacynthe Tremblay
Spécialiste en approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction des services de voyage
Place du Portage, Phase III, 7B3-12
11. rue Laurier
Gatineau QC K1A 0S5
Téléphone : 819-934-0768
Télécopieur : 819-956-4944
Courriel : jacynthe.tremblay@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

6.5.32 Représentant de l'offrant Sera complété lors de l'émission de l'OC.

6.6 Utilisateurs désignés

" Utilisateur identifié " ou " Utilisateurs identifiés " comprend un ministère, commission ou agence du Gouvernement du Canada ou une société d'État pour laquelle TPSGC est autorisé à fournir des services en vertu de la Loi sur le ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux, et qui est inscrit à l'annexe D - Utilisateurs identifiés; ci-joint à la présente, durant la période de toute Offre à commandes subséquente. Ces utilisateurs identifiés incluent les organisations listées dans l'annexe I, I.1, II et certaines dans l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R.C. 1985, c.F-11. Dans un contexte qui justifie une telle interprétation, la définition du terme peut aussi inclure un employé d'un Utilisateur identifié.

6.6.1 Ajouts à la liste des utilisateurs désignées pendant la durée de l'Offre à commandes

Si le Canada autorise l'ajout d'un nouvel utilisateur à la liste des utilisateurs identifiés (annexe C), l'offrant accepte de fournir les services spécifiés dans la présente aux employés du nouvel utilisateur identifié, aux mêmes conditions et aux tarifs et prix mentionnés dans la présente.

Solicitation No. - N° de l'invitation

E60LP-140006/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

lp003

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

E60LP-140006

lp003E60LP-140006

Toute révision à la liste des utilisateurs identifiés (annexe C) sera autorisée par le responsable de l'offre à commandes à n'importe quel moment avant l'expiration de la durée de l'offre à commandes et fera l'objet d'une " Révision à une autorisation de passer une offre à commandes et des commandes subséquentes".

6.7 Procédures pour les commandes subséquentes

Les utilisateurs identifiés peuvent faire des commandes subséquentes à cette offre à commandes en utilisant un des moyens suivants :

1. Si une carte d'achat sera utilisée pour payer pour le service, vous pouvez communiquer avec le fournisseur et donner les détails de la recherche à effectuer. Un message par courriel devrait ensuite être envoyé pour confirmer les détails de la demande. À la fin du processus, une facture doit être exigée du fournisseur et celle-ci doit contenir tous les détails énumérés à la Partie 6, Section B, article 6.5 – Instructions relatives à la facturation.
2. Si vous n'utilisez pas une carte d'achat, alors les commandes subséquentes à cette offre à commandes seront faites en utilisant le formulaire TPSGC-PWGSC 942 – « Commande subséquente à une offre à commandes » qui est disponible dans les deux langues officielles.

Chaque commande subséquente pour ce service devrait s'appliquer à une destination seulement, à moins d'une indication contraire dans l'offre à commandes, et doit être envoyé directement à l'offrant. Chaque commande doit être accompagnée des fonds nécessaires.

6.8 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 25 000,00\$ (taxes applicables incluses).

6.9 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 2014-09-25, Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2010C 2014-09-25 Conditins générales – Services (Moyenne Complexité)
- e) l'AnnexeA, Besoin;
- f) l'Annexe C, Base de paiement;
- g) l'offre de l'offrant en date du _____

6.10 Attestations

6.10.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions d'émission de l'offre à commandes (OC). Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour manquement et de mettre de côté l'offre à commandes.

6.10.2 Attestation du Contenu Canadien

6.10.3 Clause du Guide des CCUA M3060C 2008-05-12 Attestation du Contenu Canadien

6.11 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur au Québec et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

6.1 Besoin

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

6.2 Clauses et conditions uniformisées

6.2.1 Conditions générales

2010C 2014-09-25, Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 13, Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2010C 2014-09-25, Conditions générales - services (complexité moyenne) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

6.3 Durée du contrat

6.3.1 Date de livraison sera complété lors de l'émission de l'OC

Basé sur des critères prédéterminés tel que décrit dans cette demande et conformément aux besoins indiqués par l'employé, la livraison se fera dans un délai de _____ jours civils après la réception de la commande subséquente.

6.4 Paiement

6.4.1. Base et méthode de paiement

Le paiement se fera lorsque chaque commande subséquente aura été complétée, les services offerts et que le tout aura été accepté par le ministère.

Prix fixe par recherche de dossier, TPS/TVH en sus, tel que stipulé à l'annexe C – Base de Paiement. Le tarif n'inclut pas le loyer. L'employé versera le loyer au propriétaire. Des frais additionnels pour la visite d'appartement ne seront pas acceptés et seront aux frais de l'employé.

L'entrepreneur choisi ne doit accepter aucun paiement, de la part du propriétaire, d'un agent d'immeuble, avocat, notaire, institution financière, d'autres prestataires de services ou de toutes autres sources, sous forme de commissions, commission pour recommandation ou frais d'enregistrement pour les services fournis en relation avec cette Offre à commandes, parce qu'il a placé ou dirigé un employé vers de

Solicitation No. - N° de l'invitation

E60LP-140006/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

lp003

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

E60LP-140006

lp003E60LP-140006

l'hébergement temporaire. Le montant total des revenus généré par cette Offre à commandes peut être vérifié par le Responsable de l'offre à commandes.

6.4.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* C6000C 2011-05-16, Limite de prix

6.4.3 Paiement par carte de crédit

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées: _____ , _____ et _____.

6.5 Assurances

Clause du *Guide des CCUA* G1005C 2008-05-12, Assurances

ANNEXE A – BESOIN**SERVICES DE RECHERCHE DE LOCATION****Contexte :**

La directive sur les voyages du Conseil du trésor comprend des dispositions pour de l'hébergement à long terme. Pour les déplacements de plus de trente (30) jours consécutifs au même endroit, il convient d'encourager l'utilisation de résidences d'affaires, d'appartements, de logements particuliers non commerciaux et de locaux d'hébergement du gouvernement ou d'une institution.

Le Canada prévoit un besoin pour des services de prestation de services de recherche de location d'hébergement pour trouver et réserver de l'hébergement meublé de style corporatif ou hôtel-appartement situés au Canada pour des utilisateurs identifiés.

Prestation des services :

Après avoir reçu un formulaire de commande subséquente (voir Partie 6A, 6.7) dûment complété, l'entrepreneur doit:

- Consulter l'employé et/ou la personne-ressource afin de déterminer les préférences en matière d'hébergement et les dates d'occupation;
- Rechercher et examiner l'hébergement meublé (selon les critères prédéterminés décrits ci-dessous) et d'après les besoins indiqués par l'employé et/ou la personne-ressource pour l'hébergement à long terme;
- Informer l'employé au sujet des choix disponibles dans un temps donné. **Veillez indiquer le délai minimum à la partie 6B, 6.3.1;**
- Fournir de l'information sur le logement meublé afin que l'employé puisse vérifier et choisir le logement;
- L'entrepreneur doit fournir au moins un autre choix d'hébergement dont il n'est pas le propriétaire et avec lequel il n'a aucun lien, qui a un tarif comparable ou plus bas, lorsqu'il fournit une option d'hébergement pour lequel il est propriétaire ou qu'il a un lien avec celui-ci;
- Réserver l'hébergement meublé choisi par l'employé;
- Fournir à l'employé les indications pour se rendre à l'hébergement temporaire.

REMARQUE : La visite de l'appartement par l'employé avant son arrivée à destination, ne sera pas incluse dans aucune commande subséquente à une Offre à commandes.

À l'arrivée de l'employé au lieu d'hébergement, le fournisseur de services de recherche d'hébergement doit:

- Coordonner le ramassage des clés (si nécessaire);
- Fournir, aux employés, des trousseaux d'orientation sur la ville et de l'information sur l'hébergement;
- Préparer et fournir le bail/contrat de location pour l'hébergement.

Besoin en hébergement :

On entend par hébergement un hôtel-résidence, une maison, une maison en rangée, un appartement en copropriété, ou tout autre établissement semblable.

L'hébergement doit respecter les critères minimaux suivants:

- il doit s'agir d'appartements à une chambre complètement meublés (y compris la literie, coutellerie, chaudrons, casseroles, vaisselle, petits appareils électriques) se trouvant dans un milieu sûr, bien situés, propres et aménagés pour être confortables;
- être situé au centre-ville (ou à distance de marche du bureau);
- être disponible pour un minimum d'un mois, avec possibilité de prolonger le séjour de quelques semaines/mois;
- le loyer doit comprendre les services (chauffage et électricité), le service de télédistribution de base, le service de tenue de chambre deux fois par semaine, les appels téléphoniques locaux, l'accès Internet haute vitesse et doit être sans frais exigibles à la fin du séjour;
- les propriétaires doivent être en mesure de percevoir le loyer au moyen d'un système pour commerçant Visa/MasterCard/Amex, étant donné que le loyer doit être remboursé aux employés plutôt que d'être directement facturé au Ministère; dans des circonstances exceptionnelles où une Visa/MasterCard ou Amex n'est pas accepté, le paiement peut se faire par d'autres moyens, en autant qu'un reçu est émis immédiatement;
- des espaces de stationnement doivent être disponibles sur place moyennant de frais additionnels, si cela s'applique, à des prix concurrentiels;
- des installations de blanchisserie doivent être disponibles sur place ou à l'intérieur d'un rayon de 300 mètres, moyennant des frais additionnels, si cela s'applique, à des prix concurrentiels;
- l'employé doit prendre les dispositions relatives aux prolongations de séjour directement avec le propriétaire.

AUTRES SPÉCIFICATIONS :

- L'offrant doit être bien établis dans le domaine des services de recherche d'hébergement de longue durée (minimum deux (2) ans). (Fournir une preuve sous forme de document d'incorporation ou tout autre document de création de la compagnie et son mandat);
- Conserver des répertoires à jour des propriétés d'hébergement disponibles dans un minimum de 10 villes à travers le Canada (Fournir la liste des villes où le fournisseur offre ses services à l'annexe B - Formulaire de soumission);
- Être accessible grâce à un numéro de téléphone sans frais et par courriel pour les demandes de renseignements et pour la réservation de services. Indiquez votre numéro de téléphone sans frais et votre adresse électronique à l'annexe B - Formulaire de soumission;

Villes dans lesquelles les services seront offerts

Les services seront offerts dans les villes qui sont identifiées à l'annexe B - Formulaire de soumission.

ANNEXE B - FORMULAIRE DE SOUMISSION**TABLEAU 1.1 - VILLES DESSERVIES PAR L'OFFRANT**

LES SERVICES SONT OFFERTS DANS LES VILLES SUIVANTES (Minimum de 10 villes y compris Ottawa-Gatineau, Toronto, Montréal et Vancouver) :

NOM DE LAVILLE	NOM DE LAVILLE
1. OTTAWA-GATINEAU	
2. TORONTO	
3. MONTRÉAL	
4. VANCOUVER	
5	
6	
7	
8	
9	
10	

INFORMATION SUR L'ENTREPRISE

Numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) : _____

Nom de l'entreprise : _____

L'adresse de l'entreprise : _____

Ville : _____ Province : _____ Code postal : _____

Numéro de téléphone : _____ Numéro de télécopieur : _____

Numéro de téléphone sans frais : _____

Adresse internet de l'entreprise : _____

Adresse courriel de l'entreprise : _____

Nom de la personne-ressource : _____

Numéro de téléphone de la personne-ressource : _____

Numéro de cellulaire de la personne-ressource : _____

Numéro de télécopieur de la personne-ressource : _____

Adresse courriel de la personne-ressource : _____

Solicitation No. - N° de l'invitation

E60LP-140006/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

lp003

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

E60LP-140006

lp003E60LP-140006

ANNEXE C

BASE DE PAIEMENT

Veillez fournir un tarif fixe définitif par dossier pour la prestation de services de recherche de logements, TPS/TVH en sus. Le tarif exclu le montant du loyer. La visite des logements par l'employé avant son arrivée à la destination n'est pas couverte par la présente Offre à commandes.

_____ \$ / par dossier (TPS ou TVH en sus)

SERVICES OFFERTS SANS FRAIS ADDITIONNELS

ANNEXE D - Liste des utilisateurs identifiés

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien
Administration du pipe-line du Nord Canada
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada
Affaires étrangères, Commerce et Développement
Agence canadienne de développement économique du nord
Agence canadienne de développement international
Agence canadienne d'évaluation environnementale
Agence canadienne d'inspection des aliments
Agence de la consommation en matière financière du Canada
Agence de promotion économique du Canada Atlantique
Agence de santé publique du Canada
Agence des services frontaliers du Canada
Agence du revenu du Canada
Agence fédérale de développement économique pour le sud de l'Ontario
Agence spatiale canadienne
Agriculture et Agro-alimentaire Canada
Anciens combattants Canada
Banque de développement du Canada
Banque du Canada
Bibliothèque du parlement
Bibliothèque et Archives Canada
Bureau de la sécurité des transports du Canada
Bureau de l'Enquêteur correctionnel Canada
Bureau du Commissaire du centre de la sécurité des télécommunications
Bureau du Conseil privé
Bureau du surintendant des institutions financières
Bureau du vérificateur général du Canada
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada
Centre de la sécurité des télécommunications
Centre de recherches pour le développement international
Chambre des communes
Citoyenneté et Immigration Canada
Comité de surveillance des activités de renseignements de sécurité
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada
Comité externe d'examen des griefs militaires
Commissaire à la magistrature fédérale
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada
Commissariat à l'information du Canada
Commissariat à l'intégrité du secteur public
Commissariat au lobbying du Canada
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique
Commissariat aux langues officielles
Commission canadienne de sûreté nucléaire
Commission canadienne des droits de la personne
Commission canadienne des grains
Commission de la Capitale nationale
Commission de la Fonction publique du Canada
Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Commission des plaintes du public contre la GRC
Commission des relations de travail dans la fonction publique
Commission des revendications des Indiens
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire
Commission du droit d'auteur Canada
Commission mixte internationale
Commission nationale des libérations conditionnelles
Condition féminine Canada
Conseil canadien des normes
Conseil canadien des relations industrielles
Conseil de contrôle de renseignements relatifs aux matériaux dangereux
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
Conseil des produits agricoles du Canada
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés
Conseil national de recherches
Corporation commerciale canadienne
Cour suprême du Canada
Défense nationale
Développement économique Canada
Directeur général des élections
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada
École de la fonction publique du Canada
Environnement Canada
Exportation et développement Canada
Finance Canada
Gendarmerie royale du Canada
Gouverneur général
Industrie Canada
Infrastructure Canada
Instituts de recherche en santé du Canada
Justice Canada
Monnaie royale canadienne
Musée des Beaux-arts du Canada
Office de la propriété intellectuelle du Canada
Office de transports du Canada
Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public
Office nationale de l'énergie
Office national du film
Parcs Canada
Passeport Canada
Patrimoine canadien
Pêches et Océans Canada
PPP Canada Inc.
Procréation assistée Canada
Registraire du tribunal des revendications particulières
Ressources humaines et Développement des compétences Canada
Ressources naturelles Canada
Santé Canada
Secrétariat de la commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens
Secrétariat de la commission des nominations publiques

Solicitation No. - N° de l'invitation

E60LP-140006/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

lp003

Client Ref. No. - N° de réf. du client

E60LP-140006

File No. - N° du dossier

lp003E60LP-140006

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Secrétariat des conférences intergouvernementales
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Sécurité publique Canada
Service administratif des tribunaux judiciaires
Service Canada
Service correctionnel du Canada
Service des poursuites pénales du Canada
Services partagés Canada
Société canadienne d'hypothèques et de logement
Société immobilière du Canada Ltée
Statistiques Canada
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie
Téléfilm Canada
Transports Canada
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Tribunal canadien des droits de la personne
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs
Tribunal canadien du commerce extérieur
Tribunal d'appel des transports du Canada
Tribunal de la concurrence
Tribunal de la dotation de la fonction publique
Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs Canada

Autres Participants

Employés du gouvernement de la province de l'Alberta
Employés du gouvernement de la province du Nouveau-Brunswick
Employés du gouvernement de la province de la Nouvelle-Écosse
Employés du gouvernement de la province de l'Ontario
Employés du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
Employés du gouvernement du Territoire du Yukon